Venezuela : non à l’ingérence des USA et de l’UE

Le 04-05-2019

Télécharger ou imprimer au format PDF

Déclaration de la Coordination européenne pour la sortie de l’Union européenne, de l'euro, de l’OTAN et du néolibéralisme sur la crise au Venezuela



Le 14 avril 2019

Pendant de nombreuses années, le Venezuela a tenté de développer une révolution populaire pour faire face

aux processus de privatisation et d'appauvrissement en Amérique latine. C'est un projet respectueux des formes démocratiques, qui a amené les forces progressistes à des victoires électorales, depuis 1990, en dépit des ingérences du pays le plus puissant du monde.

Le problème fondamental des gouvernements successifs des États-Unis avec le Venezuela n'est pas la qualité démocratique du Venezuela, mais la lutte pour le contrôle de ses ressources naturelles et en premier lieu du pétrole dont les réserves, avec celles de l'Arabie saoudite, sont les plus importantes du monde.

Il est scandaleux de voir que le système politique de ce pays est constamment scruté, alors qu'en Colombie voisine, un activiste social est tué tous les deux jours et qu'au Brésil, depuis la victoire de Bolsonaro, les campements du MST (Mouvement des travailleurs sans terres qui occupent les fermes non cultivées - soit 4 millions de personnes) sont régulièrement agressés par la police, l'armée ou les paramilitaires.

Il est paradoxal que les États-Unis mettent le focus sur la dénonciation de la pauvreté au Venezuela, pays qui a considérablement réduit le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté depuis l'arrivée de Chavez au pouvoir. Un pays qui, malgré le blocus auquel il est soumis, a un indice de développement humain (0,76), supérieur à celui des pays qu'il est censé envahir et est érigé en exemple de modernité (la Colombie a un IDH de 0,74 et le Brésil de 0,75). Ces deux derniers pays ont un indice d'inégalité de 0,57, très éloigné de celui du Venezuela qui est de 0,63 (données du PNUD).

Les Etats-Unis, en période de décadence, d'inégalité croissante et de mécontentement au sein du pays, tentent de rétablir leur contrôle impérialiste sur l'Amérique latine. Il est surprenant de voir comment certains gouvernements européens et l'UE ont appuyé cette politique, apportant leur soutien à un président fantôme (Juan Guaidó), que contre toute logique, Trump veut imposer aux Vénézuéliens.

Ceci est particulièrement grave dans un contexte de dégradation de la situation économique et géopolitique mondiale. Au moment où Trump impose l'entrée de la Colombie dans l'OTAN et l'augmentation des dépenses militaires européennes pour soutenir ses aventures de plus en plus risquées. Il essaie effrontément d'impliquer l'Europe dans un conflit lointain, coûteux et dans lequel elle a beaucoup à perdre.

Nous sommes confrontés à un État américain en train de sombrer à cause de sa politique d'austérité et de son soutien au pouvoir financier, confrontés aux peuples latino-américains qui, dans de nombreux pays, ont été privés de ressources, de tissu économique et de souveraineté nationale. Les populations de ces pays tentent désespérément d'accéder aux États-Unis, où, outre le fait d'être violemment et cruellement rejetées à la frontière, les attend une vie de grande pauvreté si elles rejoignent clandestinement le tissu productif informel, dont elles constituent déjà plus de 15%.

Trump, en même temps qu'il oblige les peuples des pays européens a intervenir dans le conflit, menace les entreprises européennes qui osent remettre en cause le blocus de Cuba, essaye de restaurer son hégémonie impérialiste, fruit de la Seconde Guerre mondiale. Il essaie de compenser les défaites des Etats-Unis en Afghanistan, en Syrie ou au Yémen, en tentant de rétablir brutalement son pouvoir militaire avec l'argent des autres.

Aujourd'hui, une nouvelle guerre au Venezuela serait un désastre de dimension mondiale. Elle s'étendrait rapidement au Brésil, à la Colombie et dans toute la région, ce qui serait probablement le début de la fin de l'empire américain. Dans ce scénario, les États-Unis, en raison de leur composition démographique et de leur éloignement du théâtre des opérations, ne seraient plus à l'abri d'un conflit, comme dans toutes les grandes conflagrations dans lesquels ils ont été impliqués et dans lesquels ils n'ont jamais (même quand ils ont été vaincus) été frappé sur leur territoire. Mais cela signifierait aussi la mort et la destruction pour des millions de personnes.

Comme ce fut le cas en Afrique du Nord au cours de la dernière décennie, cela impliquerait également de nouvelles vagues migratoires, dont l'Europe ne serait pas à l'abri.

Il est nécessaire que les peuples des pays européens défendent la paix et combattent l'Union européenne (Commission, Parlement, etc.) et les gouvernements qui se sont soumis bêtement et servilement à cette opération stupide.

Les peuples du monde, les personnes conscientes qui, sous l'impulsion des mouvements sociaux émancipateurs, luttent contre les effets du néolibéralisme et ceux qui, face à l'appauvrissement de la grande majorité, choisissent la souveraineté des peuples, ne peuvent pas assister passivement à cette tragédie. Nous ne pouvons pas rester silencieux, par peur d'être attaqués par les tenants pouvoir économique, face au coup d'État politique, militaire et médiatique. Si le processus Bolivarien échoue, les opprimés du monde entier en souffriront et ce sera, pour tous, un pas de plus vers la perte des droits sociaux et politiques.

Pas un euro, ni un soldat pour une guerre contre les peuples d'Amérique latine. L'OTAN ne doit pas s'étendre, mais se dissoudre. Les dépenses militaires doivent être réduites et la priorité doit être donnée aux dépenses sociales et au développement intérieur des pays. Les peuples d'Europe ne sont menacés par aucun gouvernement d'Amérique latine, mais par la pauvreté engendrée par les politiques néolibérales et par le cap économique, politique et géostratégique que le pouvoir financier mondial impose aux gouvernements et aux peuples.

Recouvrons la souveraineté pour garantir la paix. Arrêtons la guerre et dissolvons les institutions qui la stimulent, en premier lieu l'OTAN et l'UE qui ne représentent en aucune manière ni la volonté ni les intérêts des peuples d'Europe.

Rome, le 14 avril 2019

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire